

BT en France sert une clientèle constituée exclusivement d'entreprises, fournissant des services gérés tels qu'ils sont décrits dans la Section II(d) du document de l'ARCEP. Nous investissons au profit de ces clients dans la construction de plateformes virtuelles qui garantissent la fiabilité et la sécurité de la transmission de données (souvent sur une base transfrontalière), et qui assurent donc l'interopérabilité efficace d'applications critiques dans des sites différents.

Les observations faites dans cette réponse sont fournies uniquement dans cette perspective. Le manque d'observations de la part de BT sur la plupart des lignes d'action proposées par l'Autorité n'implique ni accord ni désaccord sur les orientations en question.

Nous voudrions d'abord remercier l'ARCEP d'avoir amorcé sa discussion avec une série de définitions. Il nous semble qu'une grande partie des désaccords qui ont caractérisés le débat mondial sur ce sujet jusqu'à présent est dû à l'utilisation des mêmes termes pour désigner des choses différentes. La réalisation d'un consensus sur la signification de ces termes représenterait donc un grand pas en avant. Dans cette optique, nous voudrions apporter deux précisions sur les propositions de l'Autorité.

- Vu l'ambiguïté des termes « réseau » et « contrôler », des malentendus risquent d'être provoqués par la suggestion qu'un « service géré » résulte des traitements qu'un opérateur met en œuvre « sur un réseau qu'il contrôle ». Nous tenons à rappeler que, dans le cas de services gérés à destination de grandes entreprises (RPV, etc), un fournisseur ne sera généralement pas en mesure de construire son propre réseau d'accès, vu la dispersion géographique des sites à desservir et, par conséquent, se verra l'impossibilité de réaliser les économies d'échelle nécessaires pour garantir la viabilité d'un tel investissement. Le partage des fourreaux et le dégroupage n'ayant que peu d'impact sur ces faits, il sera donc obligé de s'appuyer sur une offre en gros de bitstream.
- Des malentendus peuvent également être provoqués par l'utilisation du terme « public » dans la définition d'Internet proposée à la page 7 (« réseau *public* route par le protocole IP constitué de 50.000 systèmes autonomes reconnus par l'IANA »). L'emploi de l'adjectif « public » n'est pas strictement incorrect pour désigner le système au niveau agrégé (la directive cadre de l'UE sur les communications électroniques considère qu'un réseau est public quand il est utilisé entièrement ou principalement pour la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public). Cependant, l'ajout de cet adjectif risque de créer des fausses préconceptions en ce qui concerne le statut de certains des systèmes spécifiques qui sont utilisés principalement à des fins de communication privée.

Sous réserve des observations ci-dessus, BT soutient fermement l'orientation N° 4 de l'Autorité concernant les services gérés. En particulier, nous partageons les éléments suivants de la discussion associée à cette orientation :

- Il est important d'assurer le respect des règles générales du droit de la concurrence par opérateurs dominants qui profitent d'une situation d'intégration verticale.
- L'absence de réglementation des marchés de gros du haut débit et du très haut débit aux Etats Unis est particulièrement significative. Nous tenons à ajouter que cette situation (en particulier, les prix pratiqués pour le Special Access) représente une barrière évidente à l'approvisionnement transfrontalier de services gérés à destination des entreprises. A la lumière des observations faites par l'Autorité dans l'introduction de son document (« L'internet devient la colonne vertébrale de toute notre économie.... »), il est également évident que cette situation freine le commerce et l'investissement transatlantique dans tous les secteurs (non seulement les technologies d'information et de communication). Des efforts pour résoudre ce problème méritent donc une position prioritaire dans la politique commerciale de l'UE.

- Les obligations du cadre européen concernant des offres de gros de dégroupage et de bitstream jouent un rôle un critique. A la lumière des observations faites ci-dessus concernant les exigences des fournisseurs de services gérés à destination des entreprises (impossibilité de réaliser des économies d'échelle, etc.), l'obligation relative au bitstream est particulièrement importante.

Nous ne voudrions ajouter qu'un seul point supplémentaire. La simple existence d'une réglementation spécifique des offres des opérateurs dominants sur les marchés de gros de l'accès ne sert à rien sans une mise en application efficace. Ceci n'est pas simplement une question de prix et de configurations techniques. Aucun opérateur alternatif ne voudra investir dans le cœur de son réseau MPLS s'il n'a pas la certitude que les services d'accès qu'il devra économiquement acquérir auprès de France Telecom seront rétablis dans les plus brefs délais par France Telecom en cas de défaillance technique.

Donc, afin d'assurer la fourniture concurrentielle de services de détail ayant la fiabilité de la transmission de données comme leur raison d'être, une obligation de non-discrimination - et le respect de cette obligation - doit forcément s'étendre à la fiabilité des produits sur le marché de gros (délais de livraison, de réparation, etc).

Au niveau européen, le Conseil de Ministres pour la Société d'Information et le Parlement Européen ont déjà souligné que, pour réaliser un internet ouvert où tous les utilisateurs peuvent accéder aux services et applications de leur choix, une mise en application rigoureuse de la réglementation spécifique relative aux offres de gros sur les marchés d'accès est essentielle. Dans ce même contexte, nous voudrions attirer l'attention de l'ARCEP sur l'importance des réflexions actuellement en cours dans le groupe de travail de BEREC concernant les services à destination des entreprises.